

La brutalité des exploiters et la force du monde du travail

Dans une conférence de presse à Washington, devant un Netanyahu souriant, Trump a déclaré vouloir vider de sa population la bande de Gaza en grande partie détruite par les bombes israéliennes, la passer sous contrôle américain et la transformer en « Côte d'Azur ».

Manigances contre les peuples

Ainsi ces deux complices, le génocidaire et son donneur d'ordres, clament une fois de plus leur mépris des pauvres et des Gazaouis. Mais expulser deux millions de Palestiniens porteurs de colère et de révolte, ce n'est pas si facile, d'autant que ni l'Égypte ni la Jordanie ne veulent les accueillir, de peur que leur arrivée suscite un élan de solidarité et déstabilise leur régime. Car le souvenir des « printemps arabes » est encore vif parmi les dictateurs du Moyen-Orient. Mais les déclarations de Trump constituent d'ores et déjà un formidable encouragement à la colonisation de la Cisjordanie et aux attaques menées par les colons contre les villages palestiniens.

Les dirigeants européens en appellent hypocritement au droit international et au maintien du « cadre d'un futur État palestinien, sous l'égide de l'Autorité palestinienne », comme a déclaré le ministre français des Affaires étrangères. Mais depuis quand le droit et les institutions internationales protègent-ils les peuples du colonialisme, des massacres, des guerres et des oppressions ? Le déchainement de la guerre au Kivu, dans l'est de la république démocratique du Congo, le montre bien : les parlottes à l'ONU couvrent le pillage des multinationales. La différence est que désormais le soudard grossier et cynique qui occupe la Maison-Blanche ne mâche pas ses mots et exprime crûment la volonté brutale du principal impérialisme de mettre la planète en coupe réglée au profit exclusif du grand capital et des ultra-riches.

La politique du capital

Le gouvernement Trump a commencé la réalisation de son programme d'extrême droite. Il a gelé une grande partie de l'aide internationale américaine,

expulsé à grand spectacle quelques milliers de migrants, attaqué les fonctionnaires fédéraux, déclaré la guerre aux personnes transgenres, etc. Il déroule cette politique à grand renfort de publicité et de déclarations fracassantes et outrancières, mais avec une certaine prudence et en prenant bien garde de toujours tenter de dresser les uns contre les autres, en désignant à chaque mesure une catégorie seulement de la population présentée comme responsable des malheurs de tous.

Cette attitude à la fois démagogique et précautionneuse se retrouve à son échelle ici. Comme aux États-Unis, le gouvernement Bayrou décalque la démagogie de l'extrême droite et s'attaque d'abord aux migrants, par des expulsions montées en épingle et par les déclarations du ministre de l'Intérieur visant à supprimer le droit du sol à Mayotte. Ici aussi, il désigne les fonctionnaires et les services publics, rendus responsables du déficit de l'État. Les droits des chômeurs se réduisent et les plans de licenciements se succèdent, mais gouvernement et patronat prennent soin d'éviter que les colères se rassemblent.

Une seule solution : la révolution !

Car ils marchent sur un volcan prêt à exploser et ils le savent. Ces dirigeants sans pitié et tout dévoués à la classe des capitalistes se moquent de la misère des peuples et de déchaîner guerres et génocides. Leur crainte est que travailleurs et travailleuses, au Moyen-Orient, aux États-Unis, en France et partout dans le monde, s'organisent, se révoltent et menacent l'ordre capitaliste. Tout le bien qu'on leur souhaite, c'est que non seulement ils le menacent, mais qu'ils le détruisent. Car c'est bien dans cette direction que se trouve l'avenir de la planète : la révolution et la construction d'une société enfin humaine.

Travailleurs et usagers, tous concernés !

C'est une évidence pour tous que lorsque le gouvernement rogne un service public, c'est à l'ensemble de notre classe, et surtout à la partie la plus précaire, qu'il s'attaque. Les usagers du centre de santé de Stalingrad l'ont bien compris. Un collectif constitué d'usagers et de militants d'organisations politiques, syndicales et associatives s'organise afin de construire un mouvement capable de répondre à cette attaque.

Et ne nous trompons pas quant à la nature de cette attaque. Comme dans d'autres secteurs, sous couvert de réduction de budget, le gouvernement et sa clique d'énarques et de bureaucrates à la tête des services publics font place nette pour le privé.

Le 28 janvier, un rassemblement devant la CRAMIF a eu lieu regroupant des salariés du centre de santé, de la CRAMIF, des usagers et des militants du quartier. Il semble que David Clair l'ait suivi avec beaucoup d'attention.

Et si l'ensemble des travailleuses et travailleurs de la CRAMIF entraînent dans la danse ?

PLFSS : Bayrou engage l'irresponsabilité de son gouvernement

Le PLFSS 2025 a connu un destin parlementaire mouvementé mais à la fin c'est comme au Casino : pile tu perds, face ils gagnent.

Prétextant le fictif "trou de la Sécu" en train de se reformer, le gouvernement a concocté une baisse des prestations et une dégradation de l'accès aux soins alors même que nous cotisons plus. Le manque à gagner est à chercher auprès des grands employeurs français qui ne paient plus leurs cotisations en menaçant régulièrement de quitter la France à cause du "coût du travail", lui aussi très fictif. La seule chose réelle dans tout ça, c'est qu'il est urgent de les arrêter.

Le service du contrôle médical bientôt victime du 49.3 ? Pas si sûr !

Bayrou a caché dans les pages du PLFSS, l'article de loi commandé par Fatome afin de mettre fin au service du contrôle médical. Cet article doit permettre de transférer tous les contrats de travail aux CPAM. Cavalier législatif ou pas, cet article de loi a toutes ses chances de passer le sénat et le conseil constitutionnel.

La barrière la plus sûre à l'application de cette réforme, c'est l'organisation des travailleuses et travailleurs en lutte !

Bayrou a déjà indiqué que certains articles du budget de l'état et de la Sécu ne seraient finalement pas appliqués. Ajoutons-y celui sur le Service médical de l'assurance maladie !

GBH en tête de la pwofitasyon

Sommé par la justice de publier ses comptes avant le 13 février, le Groupe Bernard Hayot (GBH) vient d'annoncer un bénéfice net de 227,4 millions d'euros pour 2023, en hausse de 11 % par rapport à l'année précédente et un chiffre d'affaires de 4,945 milliards d'euros. Basé en Martinique et présent dans de nombreux territoires ultramarins, ce groupe familial de békés (descendants des colons esclavagistes) jouit d'un monopole de la grande distribution qui lui permet de réaliser des marges faramineuses, dénoncées par le mouvement contre la vie chère en Martinique.

Travail d'enfants et esclavage moderne d'êtres humains

Une enquête révèle les pratiques douteuses, voire carrément criminelles, des plus importants fournisseurs de Decathlon. Salaires misérables au Bangladesh dans des usines qui emploient des enfants et des adolescents, recours au travail forcé des Ouïghours en Chine, utilisation de peaux de bovins au Vietnam en provenance du Brésil pour fabriquer des chaussures. Et cela dans un contexte où l'Union européenne veut encore assouplir les règles qui obligent les grandes entreprises à vérifier le caractère « éthique » de leurs fournisseurs et sous-traitants. Des règles sur lesquelles Decathlon s'assied déjà en toute connaissance de cause.

Bénéfices en baisse, dividendes en hausse

TotalEnergies a annoncé un repli de 26 % de son bénéfice net en 2024. Son PDG, Patrick Pouyanné, a déclaré que, pour redresser la barre, le groupe investirait moins dans les « énergies bas carbone ». Il utilisera certainement ce mauvais chiffre pour s'opposer à toute augmentation de salaire. Mais, dans le même temps, il a fait savoir que les dividendes versés aux actionnaires avaient augmenté de 7,6 % et qu'il maintiendrait le rythme des rachats d'actions à 2 milliards d'euros par trimestre. Les profits baissent et les premiers à trinquer sont l'environnement et les salariés. Mais pour les actionnaires tout baigne.

